

Edito

Associer ses adhérents à la vie syndicale de l'organisation, telle est l'ambition permanente du SNES-FSU. Il soumet notamment, tous les deux ans, au vote de toutes et tous les syndiqué-e-s son rapport d'activité, puis l'élection de ses directions nationales, académiques, départementales.

Le débat démocratique dans le SNES-FSU permet d'enrichir la réflexion et renforce notre syndicalisme de transformation sociale. La structuration en tendances de notre syndicat et de notre fédération est une spécificité dans paysage syndical français.

Dans ce bulletin, les tendances Unité et Action (U&A) et École Émancipée (ÉÉ), vous appellent à les rejoindre pour que soient constituées les listes de candidats et candidates pour l'élection à la Commission Administrative Académique (CAA) qui se déroulera en mai. N'hésitez pas, venez participer à la vie démocratique de votre organisation syndicale, elle vous appartient.

Ce mois de mars est placé sous le signe résolu de l'action, contre la loi travail, pour une véritable revalorisation des métiers de la Fonction Publique, pour l'abrogation de la réforme du collège que nous continuons d'exiger. La mobilisations de toutes et tous est indispensable sur tous ces fronts, particulièrement le 31 mars jour de grève interprofessionnelle. Engageons nos forces pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale.



Tous en grève le 31 mars

Résultats des votes sur les rapports d'activité et financier académiques

	Rapport d'activité	Rapport financier
Inscrits	825	829
Votants	374	374
Exprimés	368	367
Pour	324 (88%)	333 (90,7%)
Contre	8 (2,2%)	4 (1,1%)
Abstentions	36 (9,8%)	30 (8,2%)

REJOINDRE UNITÉ ET ACTION POUR UN SYNDICALISME RASSEMBLÉ OFFENSIF ET DÉTERMINÉ

Alors que les crises sociales économiques politiques s'approfondissent et fracturent notre société, le mouvement syndical doit unir ses forces contre les surenchères sécuritaires et doit aussi combattre l'austérité et les politiques d'inspiration libérale.

Pour porter ses revendications de progrès social, U&A, tendance majoritaire qui dirige le SNES-FSU, agit pour qu'il s'investisse sur tous les plans et participe aux différentes intersyndicales (interprofessionnelle, Fonction publique, Second degré, contre l'extrême droite...). Faisant de la question des salaires une priorité de l'action syndicale, le SNES-FSU a pesé avec la FSU pour obtenir un « rendez-vous salarial » sur le point d'indice et pour que les grilles salariales soient reconstruites à tous les niveaux de la carrière, des débuts de carrière honteusement bas aux fins de carrière plafonnées trop tôt. Si le dégel du point d'indice est à mettre à l'actif de nos mobilisations, le compte est loin d'y être.

Le Snes-FSU mène depuis plus de huit mois le combat contre la réforme du collège comme une lutte pour l'intérêt général, dénonçant l'appauvrissement de l'offre éducative qu'elle constituerait, les inégalités qu'elle engendrerait, tout en mettant en avant ses propositions pour un collège ambitieux. Cette lutte, le SNES-FSU l'a construite avec les personnels, dans un processus alternant journées de grève, manifestation nationale, actions lors des formations et dans les établissements, adresses à l'opinion. Fidèle à l'orientation U&A, le SNES-FSU a porté ses propositions dans les discussions sur le collège et a su claquer la porte quand la Ministre de l'Education Nationale a prétendu imposer sa réforme. Il est fermement décidé à poursuivre et amplifier l'opposition aux réformes qui dénaturent nos métiers et dégradent la qualité du service public.

Le SNES-FSU participe aussi pleinement à la lutte en cours pour le retrait de la loi El Khomri aux cotés des syndicats de lycéens, d'étudiants et des confédérations des salariés du public et du privé car cette loi remet dangereusement en cause le droit du travail sans régler en rien le problème majeur du chômage de masse.

U&A propose de poursuivre cette stratégie en se fixant comme objectifs prioritaires :

- la transformation du système éducatif pour la réussite de tous les élèves et contre les inégalités sociales, spatiales et toute forme de discrimination ;
- la revalorisation de nos métiers par l'augmentation des salaires, la résorption de toutes les formes de précarité, et l'abandon des politiques managériales ;
- le rassemblement de toutes les forces progressistes contre les politiques d'austérité et d'inspiration libérale ;
- la refondation du mouvement syndical –autour de l'objectif de transformer la société- pour le rendre plus attractif et plus efficace.
- le renouvellement et le rajeunissement de nos équipes militantes –déjà largement paritaires-, pour un SNES dynamique, combatif, ouvert qui donne envie de s'y syndiquer, de s'y investir et d'y militer.

Si vous voulez continuer à rassembler les personnels d'enseignement, d'éducation et d'orientation et les retraités dans un syndicalisme indépendant, offensif, majoritaire et force de proposition au sein d'une Fédération qui porte les valeurs et la défense des services publics et de la protection sociale, rejoignez-nous !

Contact : Patrice Arnoux, Marianne Corrèze

Appel à candidature École Émancipée (ÉÉ)

FACE AUX REPLIS IDENTITAIRES, REPRENONS L'OFFENSIVE SOCIALE !

Le congrès national du SNES-FSU s'ouvre alors que le pays connaît peut-être son plus important mouvement social depuis le début du quinquennat. Avec son projet de casse du code du travail, le gouvernement, qui n'a de gauche que le nom, a mis dans la rue les salarié-es mais aussi les jeunes. Aucune discussion ne peut être envisagée sur la loi El Khomri dont l'objectif est de donner les salarié-es en pâture aux appétits des patrons, dans un monde où chaque entreprise pourrait avoir un droit différent. Cela n'est pas sans rappeler l'autonomie des établissements de la Fonction publique qui renvoie au local une part toujours plus grande de gestion des personnels. De plus, prétendre que licencier permettrait d'embaucher est fallacieux et pour tout dire indécent ! Nous devons au contraire réclamer des droits nouveaux et une réduction du temps de travail, y compris dans l'Éducation nationale, si l'on fait vraiment le choix de combattre le chômage.

Faire reculer le gouvernement, c'est important pour nous en tant que travailleurs. Parce que nous sommes en contact avec les jeunes qui vont entrer sur le marché du travail. Parce que si cette loi passe, un prochain gouvernement s'attaquera au statut de la Fonction publique, au nom d'une prétendue équité. Il est donc primordial pour nous d'être dans toutes les actions à venir pour obtenir le retrait de cette loi.

Être dans l'action ! C'est peut-être là où nous avons eu les désaccords les plus importants avec la direction nationale U&A du SNES-FSU, particulièrement lors de la première année de ce mandat syndical.

Au dernier congrès du SNES-FSU, nous avons eu des débats houleux autour des projets de décrets sur les obligations de service des enseignant-es du 2nd degré destinés à remplacer ceux de 1950. L'École Émancipée défendait un vote contre ces textes, considérant qu'ils recelaient des risques d'accroissement de la charge de travail et de la pression des hiérarchies locales. Mais la direction du SNES-FSU, tout en reconnaissant que les textes n'étaient pas satisfaisants, a mis en avant ce qu'elle considérait comme des avancées et s'est orientée vers l'abstention. Aujourd'hui, nous continuons à dire qu'il n'y a pas eu d'avancées avec les nouveaux statuts et qu'ils renforcent le pouvoir des chefs d'établissements.

De même, le nouveau projet de socle de compétences à la mode Peillon fut considéré comme acceptable par la direction nationale du SNES-FSU. Or il demeure la pierre angulaire de l'école libérale, les nouveaux programmes et le volet évaluation en font la démonstration : **l'école du socle et des 'compétences' renonce à faire réussir tou-tes les élèves.** Si le SNES-FSU mène une bataille résolue et juste contre la réforme du collège, il n'a malheureusement pas mené celle du socle alors que ces luttes sont complémentaires.

Il aurait également fallu coordonner la bataille en soutien à l'éducation prioritaire, où le gouvernement expérimente toutes les déréglementations, à commencer par le management agressif des chefs d'établissement.

Si nous avons appelé à voter contre le rapport d'activité national c'est pour toutes ces raisons. **La mobilisation réelle de notre syndicat contre la réforme du collège ne nous fait pas oublier les ratés du SNES-FSU sur les statuts, le socle et l'éducation prioritaire.**

Or nous avons besoin de garder l'horizon d'une école émancipatrice, égalitaire, formant chacun-e à la réflexion et à l'analyse, par un haut niveau de culture scolaire, et non de subir une école du tri social, où l'objectif principal est de satisfaire les besoins du capital en formant la force de travail.

Le SNES-FSU se doit donc, pour les deux ans à venir, de mener de front tous les combats : l'éducation (réforme du collège, lycée), la Fonction publique (le dégel dérisoire du point d'indice ne permet pas un rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 15 ans), enfin l'action interprofessionnelle, fondamentale car la bataille du code du travail préfigure d'autres attaques à venir. La période nécessite aussi de lutter sur le terrain des libertés publiques et contre la répression syndicale, qu'elle frappe dans l'Éducation Nationale ou ailleurs (Goodyear). **Nous devons en outre obtenir la levée immédiate de l'État d'urgence**, qui a servi entre autres à interdire les manifestations lors de la COP 21... tandis qu'aujourd'hui des questions de sécurité sont invoquées pour ne pas autoriser la Marche des Fiertés fin juin à Paris. Nous nous félicitons en ce sens de voir le SNES et la FSU s'engager de toutes leurs forces contre le projet inique de déchéance de nationalité, que le gouvernement a recopié dans le programme de l'extrême droite.

Nous savons que la période est difficile, mais **nous voulons un SNES-FSU offensif sur tous ces sujets, qui recherche la convergence des luttes au service d'un projet de transformation sociale et démocratique émancipateur.**

Si vous vous retrouvez sur l'orientation développée dans ce texte, nous vous invitons à faire acte de candidature sur la liste *École Émancipée* dans l'académie de Limoges.

Faire vivre la diversité des courants de pensée au SNES et à la FSU c'est permettre de nourrir le débat sur des différences d'appréciation de telle ou telle mesure et sur les réponses à y apporter en termes de propositions ou de stratégies d'action. Alors, n'hésitez pas !

mêmes logiques, mêmes combats

ON SE MOBILISE !

LOI TRAVAIL, RÉFORMES À L'ÉDUCATION NATIONALE ET PARTICULIÈREMENT *COLLÈGE 2016*

Un même mépris pour les salariés et les fonctionnaires, pour les conditions d'embauches, de travail, pour leur rémunération, leurs attentes et leur professionnalité, pour le dialogue social. Le renvoi au local des conditions et de l'organisation du travail, au motif qu'il faut « s'adapter », fragilise les droits des salariés, les mettent en concurrence.

En ce qui nous concerne, l'autonomie fait la part belle aux hiérarchies intermédiaires et institutionnalise encore davantage les inégalités entre les établissements scolaires, au détriment des élèves.

L'ACTION DES PERSONNELS A PERMIS LE DÉGEL DE LA VALEUR DU POINT D'INDICE

Il faut maintenant obtenir le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2010 et la revalorisation de nos carrières et de nos conditions de travail, qui se sont détériorées (climat dans les établissements, réunionite, hausse des effectifs des classes etc.).

La réforme *collège 2016* ne fera que renforcer les difficultés dans les collèges sans bénéfice pour les élèves.

NOUS DEMANDONS à ce que notre travail et notre professionnalité soient

reconnus : des salaires revalorisés, l'abrogation de *collège 2016* et une autre réforme pour le collège, une nouvelle dynamique pour les lycées en revenant sur les mesures néfastes des réformes Chatel.

NOUS DEMANDONS un renforcement des droits des salariés.

Le projet de loi El Khomri et ses dispositions régressives doivent être retirés.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 31 MARS